

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21168 - 78ÈME ANNÉE

## Unanimité à l'Assemblée nationale pour la création d'une commission d'enquête

### **Vie chère : «les Outre-mer pourraient de nouveau se transformer en poudrière sociale»**

**L'Assemblée nationale a voté à l'unanimité la création d'une commission d'enquête sur les prix outre-mer sauf en Kanaky Nouvelle-Calédonie. L'accélération de l'inflation fait craindre des mouvements sociaux. En 2016, le PCR avait montré que la vie chère découle du régime néocolonial dominant La Réunion, avec comme effet une forte dépendance à des produits de première nécessité fabriqués en Europe.**

Hier 9 février, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité la création d'une commission d'enquête sur le coût de la vie dans toutes les anciennes colonies intégrées à la République à l'exception de la Kanaky Nouvelle-Calédonie. Cette initiative vient du groupe socialiste qui a utilisé dans ce but sa « niche » parlementaire.

« Aujourd'hui, face à la spirale inflationniste qui vient encore frapper ces territoires confrontés au mal-développement, les Outre-mer pourraient de nouveau se transformer en poudrière sociale », a indiqué Johnny Hajjar, député de Martinique, « la commission d'enquête devra porter ses travaux sur la formation des prix, l'accumulation des marges, la concentration verticale, particulièrement en mettant en lumière la consolidation des phénomènes oligopolistiques et monopolistiques ».

#### **Les prix à l'origine de mouvements sociaux**

C'est donc la crainte d'une « poudrière sociale » qui est un argument invoqué pour cette initiative. Il est vrai que c'est la question des prix qui est à l'origine des deux derniers plus importants mouvements sociaux à La Réunion. En 2009, l'augmentation du prix des carburants avait été un des déclencheurs du COSPAR. En 2018, la volonté de la Région présidée par Didier Robert d'augmenter la taxe sur les carburants avait facilité l'importation du mouvement des

gilets jaunes.

Mais ces mouvements n'ont pas réussi à remettre en cause les facteurs structurels de la vie chère à La Réunion.

Lors du vote de la loi d'orientation pour l'Outre-mer en 2000, le député PCR Élie Hoarau avait obtenu la création de l'Observatoire des prix et des revenus. Mais force est de constater le manque de moyens alloués par l'État à cette instance qui ne peut notamment pas sanctionner les abus et le manque de transparence sur la formation des prix à La Réunion.

#### **Le néocolonialisme base de la vie chère**

La Réunion se situe au large du Sud du continent africain, à près de 10000 kilomètres de l'Europe. Ce sont pourtant les produits de l'Europe qui constitue plus de 70 % des importations. Dans ces importations figurent des produits de première nécessité tels que la nourriture ou l'énergie.

Ce système découle d'un régime néocolonial visant à transformer des transferts publics versés sous formes de salaires ou de prestations sociales en profits privés qui sont ensuite rapatriés vers l'Europe. C'est ce qu'avait démontré le livre du PCR publié en 2016 à l'occasion du 70e anniversaire de l'abolition du statut colonial à La Réunion.

Ce régime néocolonial est un facteur essentiel de la vie chère, d'où découlent « l'accumulation des marges, la concentration verticale, la consolidation des phénomènes oligopolistiques et monopolistiques », citées par le député à l'origine de la création de la commission d'enquête sur la vie chère outre-mer.

**M.M.**

## Parc national

# Espaces naturels à La Réunion : important potentiel d'emplois

**Quelles solutions face aux besoins en recrutement et de formation pour répondre aux enjeux de restauration et de préservation des patrimoines naturels Réunionnais ? C'était l'objet d'un séminaire organisé par le Parc national de La Réunion qui s'est tenu ce 9 février à Saint-Pierre.**

En 2022, une étude engagée par le Parc National de la Réunion et ses partenaires (Conseil Régional, Département, DAAF, ONF, Armeilhor) a permis d'identifier de réels besoins en recrutements et en formations dans les filières liées aux activités de restauration et de préservation des patrimoines naturels. Un important travail partenarial est aujourd'hui en cours pour répondre à ces besoins (aux différentes échelles de temps) et aux défis qu'ils soulèvent comme l'illustre le séminaire qui s'est tenu ce jeudi 9 février.

Impulsée par le Parc national, l'étude menée par Terre d'Avance en 2022 a mis en évidence la grande diversité des métiers mobilisés dans la restauration des espaces naturels (agents forestiers, sylviculteurs, pépiniéristes, ouvriers, techniciens et cadres du paysage ou des travaux publics...). Parmi eux, beaucoup rencontrent déjà des tensions de recrutement importantes. Plus de 66 % des structures interrogées ont ainsi indiqué rencontrer des difficultés à employer. On estime aujourd'hui que 500 à 1000 équivalents temps plein pourraient être créés sur les seules activités d'entretien et de lutte/restauration des espaces naturels, en fonction du niveau de commande publique alloué à ces marchés. S'y ajoutent des emplois indirects, dans les secteurs connexes à la restauration des espaces naturels tels que l'agroforesterie, la valorisation biomasse, la filière bois...

A court-terme, les besoins en recrutement portent essentiellement sur des profils d'ouvriers et de tech-

iciens des espaces naturels (activités de restauration et de lutte contre les invasifs), d'ingénieurs écologues mais aussi d'animateurs nature (activités de valorisation des espaces naturels) et de généralistes en charge de pilotages de projets.

## Des enjeux multiples

Pour transformer ce potentiel d'emploi en réalité et répondre ainsi aux enjeux économiques et écologiques du territoire, il convient d'anticiper les futurs besoins en recrutement mais aussi de permettre une montée en compétences des acteurs de la filière. Ce double défis implique de conforter les formations présentes sur le territoire et de compléter l'offre existante lorsque nécessaire. Quatre enjeux de court-terme ont ainsi été identifiés comme étant prioritaires :

Favoriser les passerelles entre l'insertion et le secteur économique classique

Créer un module de formation partagé sur la restauration des espaces naturels

Valoriser et transmettre les compétences du territoire : recenser les expertises et mettre en œuvre différents outils de transfert de compétences (dont l'AFEST)

Communiquer sur les opportunités, les métiers et les emplois des espaces naturels

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## 1,5 milliard d'euros pour transférer des joueurs de football : la crise creuse les inégalités

**Plus de 1,5 milliard d'euros ont été dépensés par des clubs de football masculin pour transférer des joueurs ces dernières semaines. Le record du « mercato d'hiver » illustre les dérives de notre société.**

La FIFA vient de publier son International Transfer Snapshot (janvier 2023), qui analyse l'activité du marché des transferts au cours de la période d'enregistrement récemment achevée. « Ce rapport confirme les chiffres record en termes de transferts internationaux et d'indemnités de transfert », indique la fédération internationale de football.

« Les indemnités de transfert versées par les clubs ont également atteint un niveau sans précédent avec USD 1,57 milliard, soit quelque USD 230 millions de plus qu'en janvier 2018, date de l'ancien record ». Les clubs anglais ont dépensé 57 % de cette somme. Les clubs français arrivent en seconde position, avec 132 millions de dollars.

Cette information illustre les dérives de notre société. La crise n'est pas pour tout le monde, et notamment ceux qui dirigent les sociétés de football capables de dépenser de telles sommes simplement pour convaincre un joueur d'intégrer leur équipe.

Le record atteint cette année lors du « mercato » montrent clairement que les inégalités se creusent au profit d'une très faible minorité.

*M.M.*

## Inquiétante augmentation des cas de choléra en Afrique

**Le nombre de nouveaux cas de choléra augmente rapidement en Afrique et atteint en un mois le tiers du nombre total de cas notifiés en 2022. La majorité des nouveaux cas et des décès est enregistrée dans un pays de notre région, le Malawi.**

L'Afrique connaît une augmentation exponentielle du nombre de cas de choléra dans un contexte de forte hausse des cas au niveau mondial. Le nombre de cas notifiés sur le continent au cours du premier mois de 2023 uniquement a déjà atteint plus de 30 % du nombre total de cas enregistrés sur l'ensemble de l'année 2022.

Selon les estimations, 26 000 cas et 660 décès avaient été notifiés au 29 janvier 2023 dans 10 pays africains affectés par des épidémies depuis le début de l'année. En 2022, environ 80 000 cas et 1863 décès avaient été enregistrés dans 15 pays touchés par le choléra. Si la tendance actuelle à la hausse rapide se

poursuit, le nombre de cas pourrait dépasser celui enregistré en 2021, qui était la pire année pour le choléra en Afrique en près d'une décennie. Le taux de létalité moyen, qui s'élève actuellement à près de 3 %, est supérieur aux 2,3 % atteints en 2022 et largement supérieur au seuil acceptable fixé à moins de 1 %.

La majorité des nouveaux cas et des décès a été enregistrée au Malawi, un pays qui est confronté à sa pire épidémie de choléra depuis deux décennies. Les voisins du Malawi – en particulier le Mozambique et la Zambie – ont aussi signalé des cas récemment. En Afrique de l'Est, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie font face à des épidémies dans un contexte de sécheresse sévère et prolongée qui a mis des millions de personnes dans une situation de besoin urgent d'assistance. Le Burundi, le Cameroun, la République démocratique du Congo et le Nigeria ont aussi rapporté de cas.

# Oté

## Srilanké : trépé i rèss, bonpé i sava Mé kossa i ariv azot apré, kan zot i rotourn laba ? Pèrsone i koné pa !

Pou sak i suiv in pé laktyalite dann Sri-lanka, mwin lé sirésèrtin in bonpé i doi dir li lé dann in sityassion difissil — mèm dézéspéré — pou son lékonomi par l'fète lo péi la fé in mové réform son lagrikiltir : li la pran in an pou ariv o bio. La prodikssyon do ri la bèss 40 %, la prodikssyon lo thé la bèss son tour. E la vi la vni plizanpli shèr.

Poz lo mové késtyon, wa gingn lo mové répons

Pars lé vré gouvèrnman lo péi la désside d'in kou l'ané 2021 arète linportassyon langré, zinséktisside, lo blé, lo ri é toute in ta produi téi rovien shèr pou lékonomi lo péi. Mé final de konte lo késtyon lé mal pozé. Si gouvèrnman la fé sak li a fé, sé pars l'avé in manke deviz — in manke larzan é pou kossa l'avé in mank larzan ?

Pars covid la pass par-la é bann tourist l'arète vnir dan lo péi ; arzoute èk sa néna in gouvèrnman la désside arète ramass larzan zinpo son bande partizan, armète avèk sa lo thé la manké pou léspportassion. An pliss ké sa, l'Australie épi la Nouvèl zélande la dirssi zot poilitik limigrassion é bande migran srilanké la pi gingtn la plass pou alé.

L'ané 2022 néna 200000 pèrsone la kite lo péi ofisyèlman pou alé travaye dann bande péi zarab mé lété prévi pliss 500000 dépar.

Révolissyon bande sitoïyin.

Demoune la révolté é mèm moi zilyé zot la rante dann palé lo prézidan... In nouvo prézidan la pran la plass, mé promyé zafèr li la fors bande sitoïyin débarass lo planshé épizapré li la roganiz la shass banna épi la réprèssion. Aprés la lansien prézidan la rovni é avèk li épi son bande soutien la roprèssion la rokomanssé avèk la tête in pé mizapri. Anparmi banna in pé l'ariv La Rényon é la zistiss la fé son travaye pou dékouraz banna avèk in filozofi sinp : trépé i rès bonpé i sava é pa pli loin ké zordi dann in laviyon loué éksopré pou sa.

Mé kissa i sava ransègn dsi sak v'ariv banna ?

Mézami lé possib an parmi banna néna v'alé dann la prizon, néna demoune va tyé azot, mé kissa issi an parmi sak la ranvoye azot laba va ransègn dsi sak v'ariv banna. Bien antandi, pèrsone.. Déza la lopignon i koné pa pou kossa égzaktoman banna la sov zot péi. Kan i ékoute la radyo La Rényon i antan dé shoz in pé étonan konm par égzanp bande réfiyé i vien issi pou viv avèk bande z'ède sossyal. Fassil di sa, mé pétète loin par rapor la vérité, é sirtou arien a oir avèk lo brové d'sivilizassyon la Franss i done ali dovan lo mond antyé.

A bon antandèr, salu.

*Justin*